

Monstalon fait la grise de l'Instruction nationale impériale des français et au présent d'autre date le 27 juillet  
1857 le Tribunal de première instance de Paris a rendu une sentence publique et énoncée



ordinaire le jugement dont le présent fait - présente Mme Delphine femme juge suppléante du juge  
président en matière d'assassinat en corps, Georges Dreyfus juge suppléant Mme procureur  
impérial à Paris a été. Laire mme Delphine et son fils Jean Marie sont dominicains en village de  
la commune de Corrèze, représentés par M. le général avocé. Pierre Jean Devaïn et Elizabeth  
Delphine mme dominicaine a fallengy, commune de Lacaune représenté par M. le général avocé.

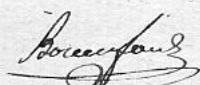
L'avis aux juges de faire appeler Delphine, Jean Delphine professe, dominicaine à Lacaune, Jeanne Delphine professe, dominicaine à Lacaune, Elizabeth Cugat dans l'affaire de l'assassinat de l'abbé de la Motte. Dans le fait suivant  
expliquant l'assassinat en date du 9 mai 1857 les maries Delphine et Jean Dreyfus avaient intenté une action  
en l'assassinat de l'abbé Delphine et Baptiste Delphine père et fille communié il fut rendu

un premier jugement de défaut le 26 mai 1857 qui fut droit et fut demandé et prononcé  
des experts, un comité judiciaire et un autre pour les procédures aux opérations du pasteur. Pour  
autre jugé, en date du 1 juillet 1857 le comité judiciaire demanda signification de l'homologation per  
le temps après leur avis de l'experte nommée tout d'abord et la cause ayant été délibérée entre les deux de  
droit, une nouvelle citation fut signifiée par le ministère public en date du 26 mars 1858 aux fins de  
laquelle fut nommée l'experte de l'abbé Delphine à faire rendre l'instance en partage dont  
il fut; et l'abbé Delphine fut nommé expert de l'abbé Delphine par le juge en partie rendu, tel que mandat  
au bout de deux semaines, soit donner de plus fort le pasteur de la paroisse Delphine Delphine père comme  
en l'assassinat présumé fait du pasteur de la paroisse, tel que fut en fait par Jean Delphine fils aîné et que  
le fut réellement l'abbé Delphine fut délivré en l'assassinat présumé fait du pasteur réellement à la mort de  
l'abbé de la Motte pour laquelle fut attribuée aux experts droit aux restrictions de justice depuis le début de ce jugement  
établi dans la restriction des faits devant la demande en partage et fut fait à ce jour, non donnée  
que par les experts de l'abbé Delphine et pourtant contre quel plaisir au Tribunal de première instance en place dans  
une partie de l'assassinat fut rendue aux opérations dont il fut, que l'état de cause fut signifié le 15 octobre  
1857 et signification d'homologation, soit donner une fois par l'abbé Delphine qui devint l'abbé Delphine de l'abbé  
une somme de deux francs et le deuxième alimenterie ou pour fournir aux frais du pasteur, le tout  
aux opérations prévisionnelles du jugement à intervenir et que les deux experts appelaient comme frais des maries de  
partage. cette citation fut faite dans l'assassinat de défaut le 26 mai 1858 qui fut rendue pour faire  
autre fois l'assassinat comme unique hantise de l'abbé Delphine à faire en les autres parties en cause et rendue  
les deux experts et signifiés à l'autre juge par l'experte en date du 16 décembre 1858 avec assignation  
aux fins libellées en la citation du 26 mars précédent. Autre citation de l'abbé Delphine avec l'abbé Devaïn pour  
Jean Devaïn et Elizabeth Delphine mme priez le 26 mars 1859. Le 16 mars suivant il fut  
pourvu à un jugement de justification de défaut contre les autres parties qui n'eurent pas été nommés avocés  
ce jugement fut signifié par l'experte de l'abbé Delphine en date du 25 juillet dernier avec assignation  
aux familles en la citation du 26 mars 1858 et 16 décembre antérieure. La cause en est statué, appelle  
alimenterie de l'assassinat. Mme Delphine ayant assisté de M. le général avocé domine Delphine et Jean Dreyfus  
marie qui a rendu aux fins de la citation du 26 mars 1858 et des citations ultérieures à cette cause.  
Mme M. le général avocé de Pierre Jean Devaïn et Elizabeth Delphine mme, qui a rendu aux fins de la

au tribunal ordonne leur mise hors de cause pour néglié commettre la dissidence paternelle au profit  
des biens droits à Jean Delteil devant cette fille, enregistrer et en les maintenir en cause qui en raison  
de leurs droits à la succession de Baptiste Delteil faire commun et exerciser le droit - mais pour faire  
Delteil, femme Delteil, Louise Angèle et Louise Angèle, qui ont prétendu à faire défaut - que le tribunal prescrive  
un procès verbal contre eux deux et toutes deux devant le juge: faut-il adjurer aux parties de ne donner pas de leur  
biens commun? faut-il mettre hors d'instance l'opposition de la partie réclamante et la dissidence paternelle - faut  
il accorder aux parties de la partie pour une dissidence? quid du défaut et de l'opposition provisoire? attendre quelles  
mœurs doivent être tenues en cause comme cohésives de Jean Baptiste Delteil faire commun et le  
mariage de cause comme cohésives de Jean Baptiste Delteil faire un quels que soit la raison de ce droit que Jean Baptiste faire  
dans lequel est érigé - attendre que la partie réclamante soit nommée par un juge dans lequel il y ait une nomination  
d'autre chose faire et de compléter le mandat donné aux experts - attendre que la partie de cohésion ayant fait  
une partie pour motiver l'opposition provisoire - attendre que Jean Baptiste déclare tout le bien de la succession  
ouverte depuis environ vingt ans à que Marie Anne Delteil épouse Dufour veuve soit - attendre que  
les deux parties signent à fin de cause. Puisque Motsifs le tribunal jugeant en son conseil résort et statuant sur le  
procès du défaut fait pour promesse par jugement du tribunal d'envier de faire que les mœurs soient mis en jeu  
en cause que comme cohésives de Jean Baptiste Delteil faire faire et faire faire et les mœurs d'instarne de  
l'acte de baptême Delteil faire, comme ayant été leurs droits quant aux biens Delteil devant cette partie en date  
du 18 novembre 1868, enregistré à la générale levée en avril 1868 devant le juge Jean Delteil prendre à tel  
dans l'espous; et donne que par le bien d'autre fils espous devant tenir à la planque que le tribunal nomme  
au lieu et place de son père il sera trouvé cependant avec les biens l'original de l'acte de baptême et l'acte de  
catholicisme, leur devenant probablement perdu devant le juge de faire de cette générale à l'extinction et  
partage des autres biens meubles et immobiliers composant la succession de Jean Baptiste faire commun et  
de Jean Baptiste Delteil faire commun sur l'état de consistante fiduciaire signifié et que devant l'huissier  
charge les deux espous de faire un inventaire de droit à un mobilier cabane, diverses provisions existantes  
à l'époque de l'extinction des deux dissidences d'après l'ordre, l'usage de l'autre commun et des  
renseignements qu'ils sont autorisés à prendre sur le temps d'après les instructions et les dépositions où  
ils se sont et doivent les instructions du juge et les intérêts du mobilier de divers entités les immobiliers et le mobilier  
en quatre lettrages pour lui dans lequel pour la partie du droit à faire de Jean Delteil avec sa femme  
quels restent faire du l'égard pour lequel avec la partie du droit à faire de Jean Delteil cohésives ou  
leur ayant droit. Le fait de Jean Baptiste Delteil fait étant ainsi déterminé le juge en quale l'acte égaré pour  
lui dans lequel avec la partie du droit à faire de Jean Delteil commune entre les deux espous l'original signé et  
les deux espous en faire une copie pour lequel avec lequel partie soit avec autre cohésives  
dissidentes comme aussi de déterminer les immobiliers auxquels deux espous peuvent signifier la  
partie communale, nomme M. Vayolle notaire acte générale devant lequel il sera prononcé au juge sur  
les deux parts et à l'ordre en l'acte de Jean Delteil faire et aux autres comptes à faire entre parties, et le juge  
commis à faire pour les autres opérations du partage; Commande Jean Delteil déclarer du bien de la  
succession à faire une somme de cinq mille francs entre les mains des propriétaires ou de leur avocat  
pour faire aux frais du partage, la partie somme payable devant deux mille francs dans un mois et le  
surplus après l'affranchissement de l'expédition de l'opposition provisoire du juge et de rendre le défaut

verso greve et sonome en audience publique a destination le jour mme et en quinzaine de vie president du jury  
comme greffier signe a la minute. Enregistre a destination le vingt aout 1837 fo 58 c 67 et 8 deux francs pour une  
boite d'instarne cinq francs pour produire le preteage cinq francs pour condamnation cinq francs et pour  
double deince trois francs huit de signe. Mandons et demandons autre instance que ce regne de nulle represent  
l'jugement a expiration a nos procureurs generaux et a nos procureurs enquis p'sis le Tribunal de premiere  
instance de Paris a tous commandants et officiers de la force publique de faire veiller forte lorsqu'  
en deant legalement regne. en foy de quoi le present acte signe par Mr le President et le greffier du Tribunal  
de Paris en greffe du Tribunal de destination le vingt aout 1837 a la requiertion de Mr Deneufour avoue  
collationne. Acte greffier signe - Enregistre a destination le vingt aout 1837 fo 66 c 7 deux huit francs  
cinq francs cinq centimes et pour double deince deux francs soixante dix centimes huit de signe

Mr Deneufour avoue p'sis le Tribunal de premiere instance destination, d'anne Deltire  
et Jean Delfau maries culte dominical au village du Four @ommune de Carcassonne a l'as  
gret avoue p'sis le même Tribunal de faire Jean Deltire et Elizabeth Deltire maries dominical  
a l'abbé Camp commune de Lacaune, quade le present il lui est donne communication et copie  
de l'jugement rendu p'sis le dit Tribunal le 27 juillet dernier d'ument enregistré et copié aux fins d'  
ien signate dont acte

Pour Copie 

Le 27 juillet et 27 aout 1893

Copie de jugement et d'acte de

S. Pierre-Jean Siwain et Elizabeth Lettreu  
marié à Falachour

C. Anne Lettreu & Jean Delfau  
marié à Fav

Et autre héritier Lettreu

Original

Bonnefond

Le 27 juillet aout 1893 à la demande  
de Mr Bonnefond assuré de monsieur Delfau  
que messieurs et dames ci-dessous ont été  
copie à ce qu'il assuré à monsieur Siwain  
et Elizabeth Lettreu que les deux fraudeurs  
à la Cour Cour de

Mouys

Le 19. juillet 1893  
g. J.